GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 31 octobre 2014

HELLENDORFF Bruno. *« Enjeux d'une présidence Jokowi : réformes et relations civilo-militaires en Indonésie »,* Note d'Analyse du GRIP, 31 octobre 2014, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/1402

NOTE D'ANALYSE

ENJEUX D'UNE PRÉSIDENCE JOKOWI : Réformes et relations civilo-militaires en Indonésie

Par **Bruno Hellendorff**

31 octobre 2014

Résumé

Jusqu'en 1998, l'armée indonésienne avait une « double fonction » institutionnalisée dans l'appareil d'État (*dwifungsi*), lui conférant un rôle dans la sécurité du pays mais aussi dans son système politique et dans son économie. Depuis la chute de Suharto, le processus de démocratisation et de décentralisation de la vie politique a permis aux autorités civiles de reprendre la main. Cependant, l'armée conserve un pouvoir d'influence posant la question de la qualité de la démocratie indonésienne. L'élection de Jokowi en juillet 2014 a ouvert la voie à de nouvelles réformes que son prédécesseur n'avait pu mettre en place. La relation de Jokowi avec les autorités militaires sera dès lors un enjeu majeur de son mandat, dont l'évolution sera déterminante sur la capacité d'une Indonésie émergente à se donner les moyens de ses ambitions.

———————————

Abstract

Jokowi's challenges: Reforms and civil-military relations in Indonesia

Until 1998, the Indonesian armed forces were granted an institutionalized « dual function » (*dwifungsi*) in state operations. Through this, they had a role in the country's security, but also politics and economy. Since Suharto's fall, the processes of democratization and decentralization have led the civilian ship to regain the upper hand. However, the armed forces have maintained some power of influence which may question the functionality of Indonesia's democracy. The election of Jokowi in July 2014 paved the way to new reforms that his predecessor failed to implement. Jokowi's relation to military staff will therefore be a major stake of his term, and its evolution will be pivotal in Indonesia's capacity to raise to the challenge of its emergence.

Introduction

Le 9 juillet 2014, près de 190 millions d'électeurs indonésiens se sont rendus aux urnes pour des élections présidentielles à l'importance capitale. Ils étaient appelés à choisir entre deux hommes, mais aussi deux conceptions du pouvoir politique, dans une démocratie émergente aux multiples facettes. D'un côté, le Général Prabowo Subianto, gendre de l'ancien dictateur Suharto, est une figure majeure du paysage politique indonésien, symbole et membre à part entière des élites militaires ayant présidé aux destinées du pays depuis de nombreuses décennies. De l'autre, Joko Widodo, surnommé « Jokowi », est un jeune entrepreneur qui a connu une ascension fulgurante dans la politique indonésienne, utilisant des techniques électorales novatrices et capitalisant sur un statut d' « outsider » incorruptible.



« Leader du peuple. Né du peuple ». Affiche électorale vantant les origines populaires de Jokowi, à Surabaya, Java. (Source : Bruno Hellendorff)

Au terme d'une campagne électorale sous haute tension, ayant polarisé l'électorat à un degré tel que le spectre des troubles de 1998[1] s'invita dans les débats des dernières semaines, 53 % des votants ont accordé leur confiance à Jokowi. Ce dernier, en prêtant serment le 20 octobre, succède à Susilo Bambang Yudhoyono (ou « SBY »), un président dont le legs politique, après deux mandats (2004-2009 et 2009-2014) marqués par de nombreuses promesses non-tenues, des scandales à répétition et des réformes en demi-teinte, reste à décrypter. La victoire de Jokowi semble ainsi confirmer qu'un « vent de renouveau » souffle sur la politique indonésienne, et que l'archipel est bien le pays « où s'invente l'Asie de demain »[2].

Les enjeux de cette élection sont multiples, et les attentes vis-à-vis de la nouvelle équipe dirigeante, majeures. Parmi les premiers défis auxquels Jokowi et son administration devront faire face se trouve la relation complexe du pouvoir civil à l'armée, dans un pays où le militaire a, de tout temps, joué un rôle politique majeur. En 1998, la chute de Suharto a imposé une réforme majeure des forces armées indonésiennes. Ces dernières se sont dès lors conformées à un « nouveau paradigme » selon lequel elles ne devaient plus intervenir sur le devant de la scène politique, mais plutôt « influencer » indirectement le processus de prise de décision[3]. Cette distanciation du politique s'est également accompagnée d'un effort majeur de professionnalisation des forces, mené sous le Général Wiranto notamment.

1. Lorsque, à la suite de la dégradation de la situation économique du pays, des manifestations géantes et un effritement du régime avaient conduit à la démission de Suharto. Les heurts entre manifestants et forces de sécurité, ainsi que des pogroms anti-chinois, avaient alors fait, au bas mot, des centaines de morts.
2. « Indonésie : là où s'invente l'Asie de demain », *Courrier International*, n° 1235, juillet 2014.
3. Francesco Montessoro, « Reform and Modernization of the Indonesian Forces », *ISPI Analysis*, 268, juillet 2014.

Ces réformes n'ont pas mené à une séparation totale du politique et du militaire : l'armée conserve, encore aujourd'hui, un rôle « en coulisse » important. En juin 2014, le président SBY, qui est aussi général à la retraite, a d'ailleurs rappelé leur devoir de neutralité aux officiers supérieurs des forces armées et de la police, et sévèrement condamné les liens que certains pourraient vouloir développer avec l'un ou l'autre candidat à la présidentielle (Jokowi ou Prabowo)[4].

Cette Note s'attache à replacer l'enjeu des relations civilo-militaires dans le contexte politique indonésien consécutif à l'élection de Jokowi. Alors que le pays s'affirme sur la scène régionale et mondiale[5], les moteurs et défis de son émergence[6] apparaissent indissociables de l'agenda de réforme de Jokowi. L'Indonésie se donne-t-elle les moyens de ses ambitions ? La réponse dépendra certainement de la capacité de Jokowi à consolider la tutelle du civil sur les militaires et, plus largement, à mener les réformes pour lesquelles il a été élu.

1. La transition démocratique indonésienne

L'Indonésie est souvent présentée comme « modèle » d'une transition démocratique réussie. Si le processus est bien un succès, il n'est pas pour autant achevé. L'héritage du passé, proche et lointain, pèse lourd dans les orientations contemporaines des élites politiques. La relation des militaires au pouvoir politique, notamment, a longtemps représenté un obstacle et une menace à la démocratisation de l'État. Les réformes entamées par les prédécesseurs de Jokowi et celles que ce dernier s'est engagé à mener prennent dès lors une importance stratégique pour le futur du pays, dans un contexte national, régional et international en pleine mutation.

1.1. L'« Ordre nouveau » et le poids de l'armée

En 1945, Sukarno annonçait l'indépendance de l'Indonésie dont il devenait le premier Président. Il se maintint à la tête du pays jusqu'en 1965, renforçant considérablement sa position à partir de 1957, lorsqu'il institua une « démocratie dirigée » (*demokrasi terpimpin*). En vertu de la loi martiale, l'armée fut alors intégrée pleinement dans le fonctionnement politique du pays et de nombreux officiers furent placés à la tête des entreprises hollandaises nationalisées. La confrontation avec la Malaisie (l'épisode de la *Konfrontasi*, par laquelle Jakarta s'opposa par les armes à la création de la Fédération de Malaisie), entre 1963 et 1965, conféra un rôle plus important encore à l'armée.

En 1965, l'armée prit le pouvoir dans des circonstances dramatiques[7]. « *Le plus étonnant* », écrit Françoise Cayrac-Blanchard, « *est qu'elle ait attendu si longtemps pour*

4. Margareth Aritonang, « SBY slams TNI role in election », *The Jakarta Post*, 3 juin 2014 ; « SBY Warns Military Officers », *Tempo*, 3 juin 2014.

5. Voir : Bruno Hellendorff & Manuel Schmitz, « L'Indonésie : une puissance régionale aux ambitions mondiales », Note d'Analyse du GRIP, 7 mai 2014, Bruxelles.

6. Sophie Boisseau du Rocher, « Indonésie. Un statut à confirmer », in: Thierry de Montbrial & Philippe Moreau Defarges, *RAMSES 2015 : Le défi des émergents*, Paris : Dunod (IFRI), 2014, p. 72-77.

7. Cette prise de pouvoir est considérée dans l'historiographie officielle, comme un « contre-coup », en réaction à un putsch raté dont les communistes sont considérés responsables. Suivra la mise au ban du PKI (*Partai Komunis Indonesia*) et une liquidation en règle de ses membres et

le faire : les vingt années qui ont précédé sont l'histoire de sa progression vers le pouvoir et de l'élargissement de ses fonctions extra-militaires (administratives, politiques, économiques) »[8]. Il est en effet remarquable que l'armée indonésienne ne se soit « *jamais considérée comme une organisation apolitique* »[9].

Le Général Suharto s'imposa dès 1966 comme le nouvel homme fort du pays, et instaura un « Ordre nouveau » qui durera 32 ans. Sous la férule de Suharto, le système politique fut réorganisé autour de l'armée, qui s'affirma comme pilier principal d'un État néo-patrimonial, et du Président lui-même. L'armée a dès lors vu sa mission orientée vers le contrôle du territoire et de la population, plus que vers la défense de la souveraineté. Le rôle politique des militaires fut même institutionnalisé par le concept de « double fonction » (*dwifungsi*) : un cinquième des sièges du Parlement leur furent réservés[10], leurs occupants étant directement nommés par Suharto. La police et les services de renseignement[11] étaient également intégrés à l'armée – qui avait pris le nom d'ABRI (*Angkatan Bersenjata Republic Indonesia* pour « Forces armées de la République d'Indonésie ») – ou dominés par elle. Ce caractère d'appareil d'occupation du pouvoir a d'importantes implications pour la politique indonésienne d'aujourd'hui. Premièrement, la perméabilité des institutions indonésiennes aux intérêts des élites militaires a débouché sur la constitution d'un groupe de privilégiés concentrant les leviers du pouvoir politique, militaire et économique.

Deuxièmement, malgré sa façade quasi-monolithique, le régime de l'Ordre nouveau fut le théâtre de sanglantes luttes de pouvoir. Sa « politique d'alcôve » a d'ailleurs été comparée par plusieurs observateurs au modus vivendi du Kremlin sous l'ère soviétique[12]. Dans un tel cadre, les relations de pouvoir au sein même des forces armées se sont avérées être une variable clé dans l'exercice du pouvoir, et dans l'accession aux postes à responsabilité de l'État. Au-delà, pour faire face aux manques de moyens accordés à l'armée, les militaires obtinrent l'autorisation d'intégrer le tissu économique national. La plupart des grandes entreprises d'État furent d'ailleurs dirigées par des militaires. L'occupation de pans entiers de l'économie par ces derniers permit dès lors aux élites du régime de s'enrichir considérablement, de limiter les ressources disponibles à d'éventuels concurrents – en ce inclus dans les forces armées même – et de disposer des moyens d'entretenir leurs réseaux de loyauté[13].

---

sympathisants. Les chiffres restent sujets à débat, mais il est probable qu'au moins 500 000 indonésiens trouvèrent la mort dans la chasse aux sorcières de 1965.

8. Françoise Cayrac-Blanchard, *Indonésie, L'Armée et le Pouvoir : de la révolution au développement*. Paris : L'Harmattan, 1991, p. 8.

9. Harold Crouch, *The Army and Politics in Indonesia*. Jakarta: Equinox, 2007 (rééd.), p. 344.

10. Soit 100 sièges réservés aux militaires sur un total de 500, jusqu'en 1997 où ce nombre diminua à 75. Joseph L.Derdzinski, Internal Security Services in Liberalizing States, in « Transition, Turmoil and (insecurity) », Ashgate Publishing Company, 2009.

11. Les renseignements militaires BAIS (*Badan Intelijen Strategis*) et l'organe de coordination des renseignements de l'État, supposément civil : le BAKIN (*Badan Koordinasi Intelijen Negara*).

12. Damien Kingsbury, *The Politics of Indonesia*. Melbourne: Oxford University Press, 1998, p. 16.

13. Au sein de l'administration notamment. Il était attendu de tous les fonctionnaires une loyauté sans faille au Golkar, le parti du Président, selon l'idée de « monoloyalitas ».

La corruption, la collusion et le népotisme représentaient un mode de fonctionnement tel qu'il lui fut donné un nom par la société civile : KKN (pour « *korupsi, kollusi, nepotisme* »). Plus tard, ce sera la lutte contre le KKN qui formera la plateforme électorale de SBY, puis de Jokowi.

Enfin, le régime de l'Ordre nouveau a substitué au style flamboyant de Sukarno, qui tirait sa légitimité de la mobilisation des masses par l'idéologie, un exercice du pouvoir fonctionnel, pragmatique et bureaucratique. Les médias furent muselés, l'opposition politique dûment jugulée, et le développement économique devint à la fois un objectif majeur du régime, mais aussi sa principale source de légitimité – et de revenus – à l'intérieur des frontières. Son rôle de rempart contre le communisme lui assurait le soutien américain dans la sphère internationale. L'Ordre nouveau déboucha ainsi sur une importante dépolitisation de la population indonésienne, dont la composante rurale fut même considérée comme « masse flottante », fournissant encore un autre obstacle à l'instauration et au développement d'une démocratie durable sur l'archipel.

1.2. Les réformes d'une nouvelle ère

L'Ordre nouveau avait fondé sa raison d'être sur le développement économique. Si le régime montra des signes de faiblesse croissante dans les années 1990, il fallut le choc de la « crise asiatique » de 1997-98 – qui fit tomber la roupie indonésienne à un cinquième de sa valeur, et son PIB de 13,5 % – pour catalyser sa fin. En réaction à l'écroulement de l'économie, de très nombreux manifestants descendirent dans les rues pour réclamer le départ du Général Suharto. Face à la pression populaire, et lâché par ses soutiens, le Général démissionna et l'Ordre nouveau cessait d'être. L'armée, qui se présentait comme gardienne de l'unité du pays, apparaissait désavouée par la population, et l'État indonésien apparut plus proche que jamais de l'implosion.

En l'espace de six ans, quatre présidents se succédèrent à la tête d'un pays, qui n'en avait jusqu'alors connu que deux en un demi-siècle. Tous furent confrontés à la difficile tâche de garder les milliers d'îles d'un archipel large de plus de 5 000 km, ainsi que les centaines de communautés qui les habitent, dans le giron de Jakarta. La gestion des demandes séparatistes de régions « périphériques » (Aceh, Moluques, Papouasie, Timor, etc.) ne pouvait plus se faire par la force. Éviter le naufrage impliquait une transition politique majeure, vers la démocratie. L'ère des réformes, la « *Reformasi* », débuta là.

Yusuf Habibie fut désigné par Suharto pour lui succéder. Il s'attacha à contrôler autant que possible la transition politique de l'Indonésie, qu'il n'était plus possible d'éviter mais dont la direction était, au mieux, incertaine. Habibie ne put cependant empêcher l'indépendance du Timor oriental, qui produisit un véritable électrochoc à Jakarta. « *Dans ces conditions* », indique François Raillon, « *la démocratie par défaut née de la démission de Soeharto*[14] *et de l'effondrement économique est devenue le moyen d'éviter la balkanisation du pays. Les classes dirigeantes en ont fait l'instrument qui leur a permis de préserver à la fois l'intégrité nationale et leur place au pouvoir* […] »[15].

14. Depuis 1947, la graphie « u » remplace le « oe » inspiré du néerlandais. De nombreux noms propres ont néanmoins conservé l'ancienne graphie.

15. François Raillon, « Indonésie : une démocratie émergente », *Questions internationales*, n°46, novembre-décembre 2010, p. 103-111.

En effet, c'est par des tractations largement obscures – qui conservèrent aux élites leurs intérêts économiques – que se régla la transition, assurant le soutien de l'armée aux nouvelles équipes dirigeantes, devenues civiles. Si ce « deal » a permis une transition relativement pacifique, il a consolidé un schéma de répartition inégalitaire des ressources qui, dans un cadre réglementaire en pleine restructuration, a donné à l'oligarchie de l'Ordre nouveau les moyens matériels de maintenir certaines prérogatives. Le maintien du contrôle militaire sur certaines entreprises fut justifié par le sous-financement des forces armées et par la nécessité pour ces dernières de trouver des alternatives au budget accordé par un État en manque de devises.

Mais la stabilisation du système politique, la défense de l'unité nationale et la relance de l'économie requéraient plus qu'un renouvellement des équipes dirigeantes. L'Indonésie se lança dès 1999 dans l'expérience d'une décentralisation « radicale et chaotique »[16], par laquelle Jakarta délégua aux provinces et surtout aux districts (*kabupaten*)[17] des pouvoirs considérables. Menée dans la précipitation, sans réelle ligne directrice sinon la survie politique de ses auteurs, cette décentralisation devait répondre aux attentes exprimées par les régions périphériques vis-à-vis de Jakarta, redynamiser la relation de l'État à ses relais locaux, et permettre de relancer l'économie selon les préceptes du FMI. Si elle a permis à l'État d'éviter l'écroulement, accéléré la démocratisation ainsi que la participation de la société civile et favorisé le développement économique local, elle a aussi, dans son application, mené à d'importants défis[18]. Le premier est une « démocratisation de la corruption », par laquelle des élites locales ont pu profiter du nouveau cadre politique et administratif pour accaparer les leviers d'influence ou valoriser dans le monde des affaires leurs responsabilités officielles. Le second est une régression en matière de droits civiques due à la prolifération de règlements là où, sous l'Ordre nouveau, il n'y avait qu'une Loi. Le troisième est la multiplication des conflits d'intérêts entre échelons administratifs. Le quatrième est le creusement des inégalités, entre régions mais aussi en leur sein[19].

L'armée, de son côté, se trouva confrontée à la nécessité de se distancier de son rôle sous l'Ordre nouveau, et de l'image catastrophique que ce rôle avait engendré au sein de la population. Elle s'engagea rapidement dans la voie d'une réforme interne (*reformasi internal*), qui déboucha sur plusieurs transformations importantes[20]. Premièrement, elle récupéra son appellation de 1947 : « ABRI » redevenait « TNI » (*Tentara Nasional Indonesia* ou « armée nationale indonésienne »). Deuxièmement, la police (Polri) devenait indépendante de l'armée. Cette séparation fut ensuite consacrée par le législateur, qui assigna à la police le rôle de maintenir la sécurité interne (*keamanan*) et limita la mission de l'armée à la seule défense (*pertahanan*).

16. Lucas Patriat, « La décentralisation indonésienne : Une expérience de démocratisation radicale et chaotique », *Notes de l'IRASEC*, Bangkok : IRASEC, 2007.

17. Le recours aux *kabupaten* plutôt qu'aux provinces comme récipiendaires principaux des compétences décentralisées, visait justement à éviter de favoriser les tendances sécessionnistes de certaines parties du pays.

18. Alexandre Dormeier-Freire & Jean-Luc Maurer, « Le dilemme de la décentralisation en Indonésie », *Archipel*, 64 (64), 2002, p. 255-287.

19. *Ibid*.

20. Rizal Sukma & Edy Prasetyono, « Security Sector Reform in Indonesia: The Military and the Police », *Clingendael: Working Paper 9*, février 2003.

Une transformation qui implique d'adapter non seulement l'organisation interne des forces armées (où l'armée de terre concentrait l'essentiel des pouvoirs, budgets et responsabilités), mais aussi ses doctrines, son recrutement et ses acquisitions de matériels. Troisièmement, la *dwifungsi* fut abolie : les postes politiques de l'armée furent supprimés et les postes administratifs interdits aux militaires. Quatrièmement, les liens organisationnels avec le Golkar[21] (le parti de Suharto, qui reste d'ailleurs un des partis politiques majeurs d'Indonésie) furent supprimés également. Cinquièmement, les forces de sécurité (TNI et Polri) se virent imposer un devoir de neutralité dans les élections[22].

Habibie perdit les élections qu'il avait lui-même convoquées en 1999, contre l'opposant Abdurrahman Wahid, ou « Gus Dur ». Ce dernier était Président de l'une des deux organisations musulmanes majeures d'Indonésie, *Nahdlatul Ulama* (« renaissance des oulémas »), qui revendiquait alors pas moins de 30 millions de membres[23]. La présidence de Gus Dur symbolisa avant tout le retour de l'islam politique à Jakarta. Les organisations islamiques ont joué, dans l'histoire moderne et contemporaine de l'Indonésie, un rôle majeur, aux côtés des mouvements communistes, de l'armée et du parti nationaliste[24]. Sévèrement contrôlées sous l'Ordre nouveau jusqu'à la moitié des années 1980, ces organisations furent mobilisées par le régime en fin de vie, dans une veine tentative de compenser l'érosion de sa légitimité[25]. L'élection de Gus Dur sembla prouver l'importance de ces réseaux et organisations dans les jeux électoraux. Pourtant, il perdit son siège dès 2001, à la faveur d'un retournement au sein de sa coalition. Megawati Sukarnoputri, la fille de Sukarno, lui succéda. L'armée joua un rôle discret mais déterminant dans cette « révolution de palais »[26].

En 2004, à la faveur des élections, un ancien général, Susilo Bambang Yudhoyono (ou « SBY »), ravit la présidence à Megawati. L'efficacité de sa campagne électorale, basée sur la lutte contre la corruption et le maintien de l'ordre, prouva l'importance de la communication politique dans la nouvelle démocratie indonésienne. Réformateur, SBY ne le sera pourtant qu'à moitié : les intérêts de l'oligarchie, les soubresauts d'alliances politiques toujours fragiles, la multiplication des scandales de corruption ou la résistance de l'appareil administratif s'avèreront des obstacles trop difficiles à dépasser pour le chef d'État.

---

21. Le Golkar (contraction de *Golongan Karya* ou « groupes fonctionnels ») fut à l'origine une idée de Sukarno, qui voulait supprimer les partis politiques et les remplacer par des « groupes fonctionnels » (travailleurs, professeurs, militaires, etc.). Le Golkar fut converti par Suharto en un véhicule électoral, et se recycla dès 1998 en un parti politique « traditionnel ». Son Président est aujourd'hui Aburizal Bakrie. Jusuf Kalla, le Vice-président de Jokowi, a accompli la plupart de sa carrière politique au sein du Golkar.

22. Rizal Sukma & Edy Prasetyono, « Security Sector Reform in Indonesia: The Military and the Police », *op.cit*., p.23.

23. Selon la catégorisation la plus répandue, le NU regroupe les musulmans plus traditionnalistes de l'archipel, tandis que *Muhammadiyah* (« les partisans de Mahomet »), qui comptait alors 20 millions de membres, se veut être un organisme éducatif plus moderniste.

24. Voir par exemple: Howard M. Federspiel, « The Military and Islam in Sukarno's Indonesia », *Pacific Affairs*, 46 (3), 1973, p. 407-420.

25. Voir notamment: Adrian Vickers, *A History of Modern Indonesia*. Cambridge University Press, 2005, p. 200.

26. Angel Rabasa & John Haseman, *The Military and Democracy in Indonesia: Challenges, Politics, and Power*, Santa Monica: RAND, 2002.

Par exemple, SBY n'a pas réussi à diminuer les subventions gouvernementales au carburant, une dépense monstrueuse (20 % du budget annuel) qui limite les options disponibles au financement d'une réforme structurelle. Si de nombreux espoirs d'accélération des réformes démocratiques étaient permis en 2004, puis en 2009, des voix s'élèvent aujourd'hui, surtout à l'étranger, pour dénoncer une « décennie perdue »[27].

2. Enjeux, défis et politiques attendus



« Bon travail ». Les employés d'Indosat, poids lourd des télécoms, encouragent la nouvelle équipe et poussent leurs revendications, à Jakarta, Java. (Source : Evi Fitriani)

C'est de ce terreau d'une *Reformasi* inachevée, aux contours flous, qu'a émergé Jokowi. L'Indonésie post-Suharto représente de la sorte un véritable précurseur dans sa région et un modèle de transition politique. La transition elle-même, représente pourtant un enjeu à gérer pour l'équipe de Jokowi, s'ajoutant aux défis hérités du passé. Parmi ceux-ci – l'influence d'une oligarchie économique, la consolidation des intérêts économiques et politiques de dynasties locales, une lourde bureaucratie, une corruption toujours prégnante, le manque d'infrastructures, etc. –, la relation de Jokowi aux militaires sera déterminante. Jusqu'à présent, le factionnalisme et la personnalisation de la vie politique indonésienne ont assuré une influence continue aux officiers supérieurs, dont les partis et figures civiles cherchaient à s'assurer le soutien discret. Au-delà, les forces armées ont pu bénéficier de la capacité limitée des gouvernements post-Suharto (et du Parlement) à leur imposer des lignes directrices ou politiques particulières. La réforme des forces armées est d'ailleurs pilotée essentiellement par les militaires[28].

La variable clé, qui définira la substance des relations civilo-militaires sous Jokowi et leur évolution, sera dès lors la capacité du nouveau Président de mener son agenda de réforme face aux conservatismes de la société et de certaines élites. Le soutien des militaires sera aussi, à l'inverse, déterminant dans les réformes ambitionnées par Jokowi. Ce dernier a d'ailleurs articulé plus de propositions en matière de défense pendant la campagne que son rival, le Général Prabowo[29].

Il convient donc de s'interroger sur les enjeux de gouvernance que doit gérer Jokowi et sur son équipe, avant de considérer les orientations possibles de sa politique étrangère.

27. Michael Bachelard, « Susilo Bambang Yudhoyono's legacy: the great democratic leader who became a follower », *Sydney Morning Herald*, 18 octobre 2014.

28. Rizal Sukma & Edy Prasetyono, « Security Sector Reform in Indonesia: The Military and the Police », *op.cit*., p.23.

29. Evan Laksmana, « From 'military reform' to 'defense transformation' (Part 1 of 2) », *The Jakarta Post*, 15 septembre 2014.

2.1. Le renouveau de la *Reformasi*, un espoir à tempérer…

Le panorama politique indonésien apparaît tendu entre deux pôles : d'une part, l'impératif de stabilité est largement soutenu par l'armée et les franges plus conservatrices de l'électorat, sans parler des élites politiques et économiques du pays. Le chaos des réformes démocratiques et de la décentralisation, ainsi que leurs limites et effets pervers n'ont pas échappé à de très nombreux Indonésiens. La démocratisation, pour certains, est comme un « cheval fou » (« *kuda gila* »), qui aurait besoin de rênes pour être maîtrisé. Dans les campagnes de Java, il est ainsi possible de déceler, au travers de la popularité de tee-shirts à l'effigie de Suharto par exemple, une certaine nostalgie de l'Ordre nouveau. D'autre part, une seconde série de réformes est attendue par une importante partie de la population déçue par le bilan de SBY et demandant une consolidation de la démocratie. L'explosion d'une classe moyenne indonésienne – qui est passée de 4 millions d'individus en 2004 à 74 millions en 2012 et pourrait atteindre 141 millions de personnes en 2020 – jeune, hyper-connectée (l'Indonésie est le 3e marché de Twitter et le 4e de Facebook) et éduquée, favorise cette deuxième tendance.

En son temps, SBY a pu surfer sur les deux tableaux en jouant de son statut de général et en communiquant efficacement sur son agenda de réformes, mais les élections de juillet 2014 ont été plus polarisées. Si Jokowi représentait clairement « un vent de renouveau »[30], l'espoir d'une « Reformasi 2.0 »[31], Prabowo, son principal rival électoral, s'affichait non moins clairement comme un homme fort et expérimenté, capable de mettre de l'ordre dans les affaires de l'État, de manière martiale si besoin.

Jokowi n'a obtenu la présidence qu'avec une faible marge, alors qu'en avril, les sondages le créditaient d'une avance d'environ 30 % sur Prabowo[32]. Ce qui illustre l'efficacité de la campagne de dénigrement de son rival, mais aussi la saillance de la ligne de fracture entre les deux « mondes » que représentent chacun des candidats. La coalition de Prabowo dispose d'ailleurs de la majorité des sièges (60 % environ) au Parlement, ce qui impliquera un difficile exercice de conciliation de la part de Jokowi, et d'importantes limites aux réformes qu'il pourrait entreprendre. S'il veut durer, Jokowi devra donc jongler entre les deux pôles et tenir compte des intérêts des oligarques autant que des demandes de la rue. Un exercice périlleux pour un politique peu expérimenté. Jokowi a pourtant déjà démontré qu'il était conscient de ces enjeux : il a ainsi habilement négocié un rapprochement post-élections avec Prabowo, en même temps qu'il a intensément communiqué sur son intention de rassembler autour de lui une équipe compétente et intègre.

Au-delà de ces « pôles », l'exercice du pouvoir dans une Indonésie décentralisée implique de composer avec les multiples groupes d'influence – l'armée, les organisations et partis islamiques, l'oligarchie de l'Ordre nouveau, les ONG et autres mouvements de mobilisation de la société civile, etc. – qui poursuivent chacun leur propre agenda, au travers d'une administration où les relations entre niveaux, entre régions et entre compétences sont bien souvent conflictuelles.

30. Mong Palatino, « The Jokowi Effect in Southeast Asia », *The Diplomat*, 16 mai 2014.

31. Felix Heiduk, « Reformasi Reloaded? Implications of Indonesia's 2014 Elections », *SWP Comments*, 38, août 2014.

32. Kanupriya Kapoor & Simon Cameron-Moore, « Indonesian presidential hopeful Jokowi leaps ahead in opinion polls », *Reuters*, 2 avril 2014.

C'est ce qui explique en partie pourquoi les programmes de Prabowo et Jokowi étaient si semblables, ménageant chacun les différents corps électoraux visés ; Jokowi a ainsi promis d'augmenter le budget de l'armée, de l'éducation et des écoles coraniques (« *pesantren* »), et de fournir un meilleur accès aux soins de santé à tous.

Au-delà, en ce qui concerne l'exercice pratique du pouvoir, l'expérience SBY est ici encore édifiante : ce dernier a systématiquement poussé ses réformes de manière douce, quitte à ce qu'elles soient bloquées. En n'imposant que rarement ses politiques, il a su maintenir et consolider son leadership au sein de sa coalition. Ce fut déjà une réussite en soi, comme l'a prouvé l'expérience malheureuse de Gus Dur. Mais la présidence de SBY semble avant tout avoir été dirigée par l'importance que donnait l'homme à son image et au consensus qu'il était capable de forger en coulisse, dans un cadre institutionnel rendu complexe par l'extension des pouvoirs du Parlement.

L'enjeu paradoxal d'une communication politique ouverte à la rue et d'une gestion des tractations avec le Parlement sera certainement la première pierre d'achoppement de la présidence Jokowi. Le jeune chef d'État devra ainsi s'assurer que la KPK (la commission pour l'éradication de la corruption ou *Komisi Pemberantasan Korupsi*), qui est aujourd'hui l'organisme public en qui la population a le plus confiance, conservera son indépendance alors même qu'elle fait l'objet d'attaques récurrentes de la part du Parlement. L'économie sera l'immédiate seconde : la croissance est en baisse (mais pourrait tout de même atteindre 5,1 % en 2014), les inégalités se creusent, la balance commerciale est devenue déficitaire pour la première fois depuis 15 ans[33]… La restructuration des dépenses publiques, avec les subsides au carburant en point d'orgue, est impérative, mais son coût politique sera élevé.

Au final, le premier défi de Jokowi sera bien de consolider sa position vis-à-vis des multiples niveaux de pouvoir et groupes d'influence, afin de conduire les réformes structurelles nécessaires, aussi bien dans le champ politique qu'économique. En d'autres termes, Jokowi va rapidement devoir convaincre que la démocratie fonctionne[34]. Pour cela, l'équipe qu'il aura à ses côtés s'avèrera également déterminante.

2.2. La nouvelle équipe : principes et compromis

Le 26 octobre, Jokowi annonçait la composition de son cabinet, donnant ainsi quelques indications quant à la direction que prendra son administration et aux contraintes selon lesquelles cette dernière devra opérer. Sur 34 ministres, 20 sont des « techniciens » (homme d'affaires, diplomates, managers) et 14 des politiques ; 20 d'entre eux ont moins de 45 ans[35], et tous ont été soumis à l'appréciation de la commission pour l'éradication de la corruption (KPK) pour s'assurer de leur intégrité : une démarche radicalement innovante.

33. Vikram Nehru, « Indonesian Economic Policies in a Jokowi Administration: A Preview », *Carnegie Endowment for International Peace : Op-Ed*, 16 octobre 2014.

34. Michael Schuman « The Big Challenge for Indonesia's New President: Proving Democracy Works », *Time*, 24 juillet 2014.

35. Ina Parlina & Hasyim Widhiarto, « Jokowi's Cabinet lacks wow factor », *The Jakarta Post*, 27 octobre 2014.

Jokowi apparaît en fait bien conscient des enjeux qu'il devra gérer. Le cabinet reflète, dans sa composition, une réelle volonté de mettre en œuvre les réformes (via notamment la nomination de Sofyan Djalil, ancien ministre des Entreprises d'État, au ministère de l'économie, et la promotion de Bambang Brodjonegoro, vice-ministre des Finances à la tête du ministère), mais aussi les nécessaires compromis avec ses alliés politiques. Par exemple, Puan Maharani, la fille de Megawati, est nommée au poste de ministre de la Culture et du Développement humain. Les intérêts d'autres acteurs sont également pris en compte : par exemple, Jokowi a nommé un homme d'affaire, Rahmat Gobel, au ministère du Commerce et une jeune diplomate de carrière, Retno Lestari Priansari Marsudi, au poste de ministre des Affaires étrangères.

Toutefois, les deux postes clé de la sécurité du pays sont octroyés à d'anciens militaires. Le Général Ryamizard Ryacudu, ancien Chef d'état-major de l'armée de terre et proche de Megawati, devient ministre de la Défense. L'Amiral Tejo Edhy Purdijatno, qui est l'ancien Chef d'état-major de la marine mais aussi le Président du parti NasDem, est nommé ministre de la Coordination des affaires politiques, légales et sécuritaires. Aucun des deux hommes n'a la réputation d'être réformiste. Au contraire, le Général Ryamizard Ryacudu est plutôt connu pour la ligne dure qu'il a adopté vis-à-vis des indépendantistes d'Aceh, et pour avoir défendu les soldats accusés de violation des droits de l'homme en Papouasie. Plus significatif encore, c'est la première fois en quinze ans que le poste de ministre de la Défense est accordé à un militaire ; les précédentes nominations, toutes accordées à des civils, servaient justement à consolider et illustrer la prééminence du civil sur le militaire dans une Indonésie démocratique[36].

Au final, le cabinet reflète les principes défendus par Jokowi pendant sa campagne mais aussi les compromis nécessaires à l'exercice du pouvoir. Les postes clé, où sont attendues les principales réformes de Jokowi (« connectivité maritime »[37], soins de santé, infrastructures…) ont été confiées à des personnes de confiance ; les portefeuilles bien fournis (énergie, entreprises d'État…) sont dévolus à des techniciens proche de l'un ou l'autre de ses alliés politiques (comme Megawati ou Yusuf Kalla) ; les autres enfin font la synthèse entre impératifs politiques (contenter les partenaires de la coalition) ou corporatistes (rassurer le milieu des affaires, les partenaires internationaux…) et compétences nécessaires aux réformes[38].

Le rapport de Jokowi aux militaires s'avère être une position de compromis. La nomination d'officiers aux postes clé de la sécurité du pays, s'ajoutant aux rumeurs selon lesquelles le Général Moeldoko, chef des armées, avait été pressenti pour être le colistier de Jokowi[39], démontre que l'armée aura un rôle important dans l'administration de Jokowi. Les relations civilo-militaires, dans ce cadre, pourraient bien entrer dans « une nouvelle dynamique », comme l'explique Iis Gindarsah, pour qui Ryamizard Ryacudu perpétuera les programmes de modernisation des forces armées et cherchera à

36. Edward Aspinall, « Jokowi fails his first test », *New Mandala*, 27 octobre 2014.

37. Un cheval de bataille de Jokowi pendant sa campagne. Voir notamment: Philip Bowring, « Jokowi Seeks to Reclaim Indonesia's Maritime Past », *Asia Sentinel*, 28 octobre 2014.

38. Voir notamment : Aaron L. Connelly, « Four ways to look at Jokowi's new Cabinet », *The Interpreter*, 27 octobre 2014.

39. Aaron L. Connelly, « Indonesian Foreign Policy Under President Jokowi », *Lowy Institute for International Policy : Analysis*, 16 octobre 2014.

développer l'industrie nationale de défense[40]. Deux tendances semblent dès lors découler des choix de Jokowi : d'une part, les réformes de l'armée sont laissées aux militaires eux-mêmes, leur confirmant un pouvoir d'influence qui, bien que non contraire à la démocratie, restera sensible en Indonésie. D'autre part, au vu des enjeux internationaux auxquels est confrontée l'Indonésie, le poids des militaires dans la mise en œuvre de la politique étrangère de Jokowi pourrait s'avérer décisif.

2.3. Pour quelle politique étrangère ?

Sauf incident majeur, la politique interne sera bien le focus principal de Jokowi et son équipe. Les objectifs exposés par le président pendant sa campagne incluent l'éducation, l'agriculture, la pêche, l'énergie, les infrastructures et la réforme de la bureaucratie[41]. Tout comme son rival Prabowo, peu de choses ont été dites sur la politique étrangère qu'il se propose de mener. Les enjeux internationaux d'une Présidence Jokowi dépassent pourtant largement le programme électoral de l'homme et les politiques que son cabinet mènera. En empruntant la voie des réformes, l'Indonésie fait figure de modèle et de pionnier dans sa sous-région, l'Asie du Sud-Est. L'ascension de Jokowi a fait apparaitre un nouveau paradigme politique, une conséquence heureuse des processus de démocratisation et de décentralisation ainsi que d'une participation politique en hausse. Les changements socio-politiques travaillant l'archipel ont ainsi ouvert la voie à de jeunes « entrepreneurs politiques » qui, comme Jokowi, ont pu monter les échelons en province pour établir les bases d'une éventuelle carrière nationale[42]; une dynamique impossible sous l'Ordre nouveau, lorsqu'aucun avancement n'était réellement possible hors de Jakarta et hors des circuits fermés des proches de Suharto. Alors que la Thaïlande se retrouve une fois encore confrontée à la prise du pouvoir par les militaires, que le gouvernement malaisien semble plus que jamais aux abois, et que les étudiants de Hong Kong marchent contre la démocratie « à la Chinoise », le parcours de Jokowi est de bon augure et confère à Jakarta une stature régionale de premier plan.



Entraînement d'un commando de Kopassus, les forces spéciales de l'armée de terre indonésienne (source : Flickr/ Licence Creative commons)

Au-delà, ses 250 millions d'habitants, son adhésion au G20, son rôle moteur au sein de l'ASEAN, sa situation stratégique entre l'Inde et la Chine, son statut de premier pays musulman au monde en termes de population, ainsi que ses ambitions géopolitiques et diplomatiques grandissantes font de l'Indonésie un acteur de plus en plus important en Asie-Pacifique et dans le monde[43].

40. Citée dans : Yuliasri Perdani & Margareth Aritonang, « Cabinet may put security, law reforms in limbo », *The Jakarta Post*, 27 octobre 2014.

41. « Ini Visi Misi Jokowi kalau Jadi Presiden », *Kompas*, 16 mai 2014.

42. Joe Cochrane, « Political Upstarts Work to Propel Change in an Indonesia Tired of Corruption », *The New York Times*, 21 juin 2014.

43. Voir : Bruno Hellendorff & Manuel Schmitz, *op. cit.*

Les choix qu'effectuera Jokowi en matière de politique étrangère s'avèreront cruciaux pour l'avenir de l'ASEAN et de la stabilité régionale. Pour une Europe en mal de croissance économique et soumise au stress de multiples crises dans son voisinage, un partenariat renouvelé avec Jakarta est rien moins que stratégique.

Dans le dossier sensible de la mer de Chine méridionale notamment[44], l'apport de l'Indonésie de Jokowi sera décisif. Depuis les années 1990, Jakarta s'est imposée comme médiateur des disputes en mer de Chine méridionale (ou mer de l'est pour Hanoï et mer des Philippines de l'ouest pour Manille) et principal sponsor d'un Code de conduite dans la région. Jusqu'à présent, ce positionnement a permis à l'Indonésie d'améliorer sa visibilité et de recueillir plusieurs succès diplomatiques relatifs, dans un contexte de tensions limitées. Or, l' « assertivité » croissante de Pékin et l'altération du statu quo par l'ensemble des acteurs mettent en péril la stabilité de la région et la sécurité maritime en ces eaux si cruciales pour le commerce mondial. En outre, il semble de plus en plus clair que Pékin revendique comme « eaux historiques » une partie de la zone économique exclusive indonésienne. La position officielle défendue jusqu'ici par l'administration de SBY, et par Jokowi, selon laquelle Jakarta ne reconnaît aucun différend territorial avec Pékin apparaît dès lors de plus en plus difficile à maintenir, ainsi que son statut de médiateur désintéressé[45].

De manière générale, trois évolutions semblent se profiler dans la politique étrangère de l'Indonésie sous Jokowi. La première se rapporte au processus de décision lui-même, et à la bureaucratie responsable de la conception et de la mise en œuvre de la politique étrangère. Avant la *Reformasi*, la politique étrangère était largement le « pré carré » de la Présidence[46]. Depuis, la démocratisation a impliqué un nombre croissant d'acteurs dans le processus, ainsi que l'intégration de plus en plus substantielle d'une « identité démocratique » dans les politiques menées vis-à-vis de l'étranger[47]. Dans un premier temps, il est possible que les bureaucrates « prennent la main », de par l'inexpérience de Jokowi en la matière et sa concentration sur les enjeux internes[48]. Jokowi peut aussi compter sur une impressionnante équipe de techniciens internationalistes, dont plusieurs représentants d'une génération de cadres quarantenaires appelée à prendre de plus en plus de responsabilités dans le paysage politique national. Les militaires auront également certainement leur mot à dire, étant donné l'importance de leur soutien aux réformes internes – menées dans d'autres champs que le civilo-militaire – et à la diplomatie de Jokowi.

---

44. Pour un survol des enjeux de sécurité que posent les disputes territoriales en mer de Chine méridionale pour l'Europe, voir : Bruno Hellendorff, « Territoires contestés en mer de Chine méridionale: quels enjeux pour l'Europe? », *Eclairage du GRIP*, 18 juin 2014.

45. Bruno Hellendorff & Thierry Kellner, « Indonesia : A Bigger Role in the South China Sea ? », *The Diplomat*, 9 juillet 2014.

46. À la fin de l'Ordre nouveau cependant, le ministre des Affaires étrangères Ali Alatas émergea comme la principale figure du régime à l'étranger.

47. Avery Poole, « The foreign policy nexus: National interests, political values and identity », National Security College, *Issue Brief 6*, mai 2014.

48. Aaron L. Connelly, « Indonesian Foreign Policy Under President Jokowi », *op. cit*.

L'arbitrage que ce dernier devra vraisemblablement mener entre ces différents groupes sera décisif dans le maintien dans la durée d'une politique étrangère cohérente.

Deuxièmement, les grandes lignes esquissées par SBY seront selon toute vraisemblance conservée par l'équipe Jokowi. L'ASEAN restera la « pierre angulaire » de la politique étrangère indonésienne, et l'orientation mondiale du président SBY – visible au travers de son investissement dans l'OMC, l'APEC[49], les Nations unies, ou encore le G20 – devrait être maintenue également.
Les principaux « chevaux de bataille » de la diplomatie indonésienne devraient aussi être conservés : la défense de l'Islam comme pont entre cultures et civilisations (utile aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières, malgré les faibles scores électoraux de l'Islam politique), la promotion de la démocratie, la réforme des institutions de gouvernance mondiale (économiques notamment, via le G20) et les questions environnementales, au travers d'une diplomatie avant tout multilatérale.

La troisième évolution est relative à la géopolitique et marque une réelle innovation de la part de Jokowi, ainsi que la preuve d'une sensibilité aigue aux enjeux de stabilité régionaux et mondiaux. Lors de sa prestation de serment du 20 octobre, Jokowi a confirmé son ambition de faire de l'Indonésie un « axe maritime global » (« *poros maritim dunia* »). Capitalisant sur la position stratégique du pays, et son caractère archipélagique, Jokowi entend ainsi exploiter au maximum l'extension géographique du complexe régional de sécurité à l'arc « Indo-Pacifique » et entend développer le caractère maritime de l'État indonésien. Au-delà de la géopolitique, il a lourdement insisté pendant sa campagne sur la nécessité d'exploiter au mieux les atouts maritimes du pays, aussi bien à l'intérieur de ses frontières qu'à l'extérieur[50]. D'un côté, cette ambition prend la forme d'une valorisation des ressources halieutiques et maritimes au travers du développement des infrastructures. De l'autre, Jokowi s'est engagé à renforcer le budget de l'armée avec un focus particulier sur la marine, afin de positionner l'Indonésie comme puissance navale à part entière dans la région. Si cette défense des intérêts militaires a certainement constitué un important pilier de sa campagne électorale, elle aura aussi des conséquences internationales. La montée en puissance militaire de l'Indonésie risque d'altérer un équilibre des forces déjà fragile en Asie du Sud-Est et impliquera, pour l'équipe Jokowi, qu'elle soit proactive sur la scène internationale, afin de profiter du bénéfice de puissance associé (en termes diplomatiques notamment) mais aussi de limiter les risques d'incompréhension et d'escalade parmi ses voisins[51].

49. *Asia Pacific Economic Cooperation*.

50. Notamment lors du débat télévisé dédié aux questions de politique étrangère et dans le livre blanc de sa campagne « vision et mission », soumis à la commission électorale (KPU) : *Jalan Perubahan untuk Indonesia yang Berdaulat, Mandiri dan Berkepribadian. Visi Misi, dan Program Aksi Jokowi Jusuf Kalla 2014*, Jakarta, mai 2014. Disponible ici.

51. Voir notamment : Bruno Hellendorff, « Dépenses et transferts militaires en Asie du Sud-Est : une modernisation qui pose question », *Note d'Analyse du GRIP*, 12 juin 2013.

Conclusion

Jokowi représente un réel espoir de changement en Indonésie. Propulsé des marges du système politique en son centre en quelques années en peine, il a prouvé que la démocratie indonésienne était effective, et pleine de promesses. L'exercice du pouvoir, cependant, confrontera son équipe aux limites mêmes de cette démocratie, et aux défis considérables que l'Indonésie a hérité de son passé.

Parmi ces défis se trouve la relation complexe du pouvoir civil aux instances militaires. Sous l'Ordre nouveau, l'armée dominait la politique, selon le concept de *dwifungsi*. Les réformes menées à grand train à la fin des années 1990, après la chute de Suharto, ont débouché sur une transformation en profondeur des forces armées, qui se sont recentrées sur leur rôle de défense, mais aussi de leur rapport au monde politique qu'elles ont formellement quitté. Les militaires, pourtant, ont réussi à conserver un pouvoir d'influence dans le contexte de la *Reformasi* : leurs intérêts économiques, bien que limités, leur ont été conservés et leur appui a continué à être recherché par les politiques civils dans le cadre de leurs propres ambitions et rivalités. Les inconvénients et limites des processus de démocratisation et de décentralisation de la *Reformasi* ont aussi occasionné des frustrations que l'armée, en tant que garante de l'ordre et de l'unité du pays, a pu mobiliser pour rehausser son image, et consolider son autorité. Enfin, les nouveaux défis auxquels doit faire face une Indonésie en pleine émergence, tels que les risques que font peser les différends territoriaux en mer de Chine méridionale sur la stabilité régionale, imposent aux dirigeants indonésiens de pouvoir compter sur des forces armées compétentes et adaptées. C'est d'ailleurs là un moteur, parmi d'autres, de l'acquisition massive d'équipements navals par Jakarta.

Les défis sont multiples pour la nouvelle équipe au pouvoir ; les coalitions politiques requerront une attention constante et d'importants compromis, tandis que les demandes de l'électorat de Jokowi imposeront de leur côté un respect des principes de démocratie, de participation populaire et d'intégrité. Principes et compromis guideront dès lors l'action de Jokowi, mais l'équilibre entre les deux sera fragile. La seule voie ouverte à Jokowi afin d'assurer cet exercice d'équilibre est l'accélération des réformes pour lesquelles il a été élu. Et une composante inévitable de cet effort portera sur la défense et sur le contrôle civil des forces armées. L'évolution de la relation civilo-militaire sous la nouvelle administration sera dès lors à la fois un objectif, un pilier et un indicateur majeur du succès des réformes de Jokowi.

Dans tous les cas, l'Indonésie sera un acteur incontournable du « siècle asiatique » : au-delà de l'économie, de sa position géostratégique, de sa population ou encore de son statut de république laïque à la plus importante population musulmane au monde, l'élection de Jokowi renforce son crédit démocratique ainsi que sa capacité à « mener par l'exemple ». La manière dont Jokowi abordera le défi de l'émergence de son pays sur les scènes régionale et mondiale sera dès lors cruciale pour ses voisins et pour ses partenaires internationaux plus distants, dont l'Europe. Il est par conséquent plus que temps, pour l'Union européenne et ses membres, de développer avec l'Indonésie un véritable partenariat stratégique.

* * *

L’auteur

Bruno Hellendorff est chercheur au GRIP depuis 2011, où ses recherches portent principalement sur les questions de paix et sécurité, ainsi que les enjeux stratégiques en Asie-Pacifique. Il est également doctorant à l’UCL, où il poursuit une thèse sur la politique étrangère de l’Indonésie.

Avec le soutien de la
Wallonie